

<http://www.snetap-fsu.fr/Evacuations-ZAD-Notre-Dame-des-Landes-quand-le-discernement-rejoint-l.html>



Evacuations ZAD Notre Dame des Landes : quand le « discernement » rejoint l'aveuglement.

- Les Dossiers - Vie fédérale -
Date de mise en ligne : dimanche 15 avril 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

La destruction de la ferme des 100 noms le lundi 9 avril, après l'évacuation et la démolition des squats par la police, traduit le caractère répressif qui préside à l'évacuation de la ZAD de Notre Dame des Landes

Cette violence, dans les faits comme dans son symbole, relève d'une volonté politique hostile, de libère ment provocatrice. La préfecture, en relais de l'Élysée et Matignon, s'est mise au service d'un scénario brutal destiné aux médias, voulu au plus haut niveau.

Cette erreur est politique par le message qu'elle affiche à l'égard d'une communauté de travail et de production portant un réel projet de vie tourné vers le local, inscrit dans une démarche collective pacifiste.

Au prétexte que les résidents des 100 noms n'avaient pas de projet agricole valide par les autorités et que leur habitat n'était pas « historique », la Préfecture a justifié la destruction d'un lieu emblématique engagé dans la régularisation collective de sa situation.

La pacification ordonnée par l'État rejoint ici un principe d'élimination inquisiteur, malgré le vernis d'une présence d'huissiers de justice au regard du contexte.

Cette méthode de « force », cette méthode « de l'ordre », ne peut que remettre en cause les efforts internes consentis sur la ZAD.

Laisser du temps, donner des espaces et outils de réflexion, de recherches de solutions pour préserver des expériences et garantir leur viabilité économique et leur intégration sociale est une preuve d'intelligence à l'opposé d'une démonstration cultivant l'engrenage de la répression.

Donner de l'avenir à ces terres agricoles commande de prendre le temps de connaître et respecter une tectonique délicate en train de produire de l'emploi et de l'activité adaptée à un environnement qu'il faut savoir comprendre.

La destruction systématique de la ZAD n'est pas une bavure : elle s'apparente à un règlement de comptes après l'annulation du projet d'aéroport.

La [FSU](#) de Loire-Atlantique demande à l'État de sursoir aux expulsions qui ne peuvent qu'attiser les violences et condamner les processus d'apaisement. Elle demande que soit mis fin à la logique de répression gouvernementale qui, plutôt que de flatter le rudimentaire, devrait écouter le bon sens de l'élaboration collective.